



D3.3
Résultats de l'enquête
SIMAtlantic sur les
données relatives à la PEM
Mars 2021



SIMAtlantic:
Supporting implementation of maritime spatial planning in the Atlantic region

EU project officer: David San Miguel Esteban
Project coordinator: University College Cork
Project start date: 1 July 2019
Project duration: 24 months

Document title: Résultats de l'enquête SIMAtlantic sur les données relatives à la PEM
Date: March 2021
Version: Version 4

Authors

Magali Abjean (SHOM), Dominique Carval (SHOM)

Acknowledgements

Ce travail a été soutenu par SIMAtlantic (Grant Agreement : EASME/EMFF/2018/1.2.1.5/SI2.806423-SIMAtlantic). Nous souhaitons exprimer nos remerciements à tous les contributeurs pour leur participation à l'enquête, y compris tous les partenaires du projet SIMAtlantic. Nous tenons à remercier les réviseurs, membres des organisations partenaires du projet, pour leurs précieux commentaires sur le rapport.

Recommended citation

Abjean, M. and Carval, D. 2021. Résultats de l'enquête SIMAtlantic sur les données relatives à la PEM. In support of Deliverable 3.3 of the SIMAtlantic project (EASME/EMFF/2018/1.2.1.5/SI2.806423). 31pp.

Disclaimer: This document was produced as part of the SIMAtlantic project (Grant Agreement: EASME/EMFF/2018/1.2.1.5/SI2.806423-SIMAtlantic). The contents and conclusions of this document, including any maps and figures, were developed by the participating partners with the best available knowledge at the time. They do not necessarily reflect the national governments' positions and are therefore not binding. This document reflects only the SIMAtlantic project partners' view and the European Commission or Executive Agency for Small and Medium-sized Enterprises is not responsible for any use that may be made of the information it contains.



Table des matières

Lexique.....	ii
Table des figures	iii
Table des annexes.....	iii
1 Contexte.....	1
1.1 Objectifs	1
1.2 Cible.....	2
1.3 Diffusion de l'enquête.....	2
2 Résultats.....	2
2.1 Participation	2
2.1.1 Participants	2
2.1.2 Traitement des réponses	3
2.1.3 Répartition des réponses	4
2.2 Analyse détaillée	6
2.2.1 Spécificités liées a la coopération transfrontalière	6
2.2.2 Géoportail national dédié à la PEM	10
2.2.3 Géoportail européen.....	19
2.2.4 Les plans	23
Annexe 1 : Enquête – Utilisation et partage de la donnée relative à la Planification de l'Espace Maritime en Atlantique	

Lexique

CE: Commission Européenne (EU)

CEREMA : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (FR)

DAERA : Department of Agriculture, Environment & Rural Affairs (NI)

DG MARE : Directorate-General for Maritime Affairs and Fisheries (EU)

DGRM : Directorate General for Natural Resources, Safety and Maritime Services (PT)

DHLGH : Department of Housing, Local Government and Heritage (IE)

DIRM NAMO : Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest (FR)

DIRM SA : Direction inter-régionale de la mer Sud-Atlantique (FR)

DSF : Document stratégique de façade (FR)

DSBM : Document stratégique de bassin maritime (FR)

DML : Délégation à la mer et au littoral (FR)

EMODnet : European Marine Observation and Data Network (EU)

EMR : Energies Marines Renouvelables

EMSO : European Multidisciplinary Seafloor and water column Observatory (EU)

GT CIEM : Conseil International pour l'Exploration de la Mer

GT GIMeL : Groupe de travail Géo-informations pour la mer et le littoral

H2020 : Horizon 2020 (EU)

INFOMAR : The Integrated Mapping for the Sustainable Development of Ireland's Marine Resource (IE)

INSPIRE : Infrastructure for Spatial Information in Europe (EU)

Interreg Va COMPASS Project: Collaborative Oceanography and Monitoring for Protected Areas and Species

MarSP : Macaronesian Maritime Spatial Planning (PT)

MI : Marine Institute (IE)

MITECO : Ministry of Ecological Transition and Demographic Challenge (ES)

MMO : Marine Management Organisation (UK)

MTES : Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (FR)

OFB : Office Français de la Biodiversité (FR)

OGC : Open Geospatial Consortium

OSPAR : Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est

PEM : Planification de l'Espace Maritime

PSOEM : Plano de Situação do Ordenamento do Espaço Marítimo (PT)

SEANSE : Strategic Environmental Assessment North Seas Energy

SIMAtlantic : Supporting Implementation of Maritime Spatial Planning in the Atlantic

SIMCelt : Supporting Implementation of Maritime Spatial Planning in the Celtic Seas

SIMNORAT : Supporting Implementation of Maritime Spatial Planning in the North Atlantic Region

SIMWESTMED : Supporting Implementation of Maritime Spatial Planning in the Western Mediterranean region project

SIMM : Système d'information sur le milieu marin (FR)

UAV : University of Aveiro (PT)

UCC : University College Cork (IE)

URL : Uniform Resource Locator

WFS : Web Feature Service

WMS : Web Map Service

Table des figures

Figure 1 : Liste des organismes contributeurs.....	3
Figure 2 : Répartition des contributions par pays.....	4
Figure 3 : Répartition des contributeurs par pays selon leur rôle dans le processus PEM.....	5
Figure 4 : Effectif des enjeux de nature transfrontalière par niveau de priorité.....	6
Figure 5 : Priorisation des efforts pour coopérer sur le partage de la donnée pour la PEM.....	8
Figure 6 : Part des organismes participants à des actions sur l'harmonisation de la donnée ..	9
Figure 7 : Mise en place d'un géoportail national pour l'affichage des plans.....	10
Figure 8 : Mise en place d'un géoportail national pour l'affichage des données brutes.....	11
Figure 9 : Des services pour partager les plans sous forme de données spatialisées	12
Figure 10 : Types des services utilisés	12
Figure 11 : Identification des producteurs de données	13
Figure 12 : L'ouverture de la donnée.....	14
Figure 13 : L'usage des services web OGC pour le partage de la donnée pour la PEM.....	15
Figure 14 : La Directive INSPIRE en réponse au partage des données pour la PEM	16
Figure 15: INSPIRE data models adapted to MSP data	17
Figure 16 : Pertinence de la traduction en anglais	18
Figure 17 : Effectif des types d'information par niveau de priorité	19
Figure 18 : Défis pour l'utilisation d'un géoportail national pour la PEM.....	20
Figure 19 : Fonctionnalités prioritaires d'un géoportail européen dédié à la PEM	21
Figure 20 : Mécanismes pour collaborer en zone transfrontalière	22
Figure 21 : Formats des cartes / plans nationaux spatialisés.....	23
Figure 22 : Langue(s) de diffusion des plans	24
Figure 23 : Informations disponibles sur les plans nationaux.....	25
Figure 24 : Disponibilité des plans nationaux.....	27
Figure 25 : Les données preuves identifiées comme données nationales.....	28
Figure 26 : Les plans identifiés comme données nationales.....	29
Figure 27 : Méthodes de mise à jour des "données preuves"	30
Figure 29 : Méthodes de mise à jour des données preuves envisagées par Etat	30

Table des annexes

Annexe 1 : Enquête – Utilisation et partage de la donnée relative à la Planification de l'Espace Maritime en Atlantique

1 Contexte

Le projet SIMAtlantic (Juillet 2019 – Juin 2021) a pour objectif de soutenir la mise en œuvre de la Directive européenne Planification de l'Espace Maritime (PEM) (Directive 2014/89/EU) et d'améliorer la coopération transfrontalière entre l'Espagne, la France, l'Irlande, le Portugal, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Atlantique. Le partenariat est composé d'universités, d'établissements scientifiques publics et d'autorités nationales en charge de la planification de l'espace maritime. Au cours des deux années du projet, le consortium réalise des études et des actions concrètes identifiées comme utiles pour leurs autorités nationales et développer la coopération entre Etats.

Les données et les informations sont fondamentales à considérer pour la mise en œuvre de la PEM, y compris en ce qui concerne la coopération transfrontalière. De précédents projets transnationaux sur la PEM, SIMCelt, SIMNORAT, SIMWESTMED et SEANSE, ont permis de dégager des conclusions communes, en particulier une grande hétérogénéité du partage de la donnée spatiale entre Etats au moyen d'infrastructures de données spatiales marines, des barrières à l'interopérabilité mais également des possibilités de dépasser ces blocages et d'améliorer le partage de l'information. Le besoin d'un outil européen pérenne dédié à la diffusion d'information géographique relative à la PEM a également été identifié.

Pour donner suite à ces résultats, il est essentiel de comprendre comment les Etats produisent et diffusent les données relatives à la PEM, ainsi que d'identifier leurs besoins en données spatiales et services, notamment ceux qui faciliteraient la coopération sur les enjeux transfrontaliers de la PEM.

1.1 Objectifs

Une enquête a été élaborée pour préciser, en ce qui concerne les pays du partenariat du projet SIMAtlantic, l'organisation des données géographiques relatives à la PEM, les besoins en services d'un portail européen dédié à la PEM, et les moyens et formats sous lesquels les plans nationaux seront accessibles.

Ainsi, les résultats de cette enquête révèlent les spécificités de la zone Atlantique et identifie des priorités pour améliorer la coopération transfrontalière.

Ces informations contribuent à construire une vision du processus de mise en œuvre de la PEM dans chaque Etat et une vision de la PEM sur le bassin maritime Atlantique et notamment des enjeux communs, au regard des problématiques de partage de la donnée géospatiale.

Les résultats de cette enquête participent au partage d'information au sein du partenariat sur les besoins prioritaires, attentes et plans prévues relatives au partage de la donnée géographique pour la PEM.

Ces résultats remonteront également utilement les spécificités des pays en particulier sur les outils utiles au partage de donnée transfrontalier pour la PEM alors qu'EMODnet Human Activities met en place de nouveaux services pour la PEM et est mandaté par la Commission Européenne pour créer une couche de données « plans ».

Les réponses vont permettre également de réaliser des mises à jour et adaptations des services fournies par le géoportail du projet [SIMAtlantic](#)¹ et d'orienter les travaux de démonstration de partage de données opérés via ce géoportail. En particulier, la partie 2 du questionnaire identifie les ressources disponibles pour la mise en commun, sur le géoportail de SIMAtlantic, des plans maritimes nationaux ou projets de plan.

1.2 Cible

L'enquête s'est déroulée dans le cadre du projet européen SIMAtlantic. Elle a été adressée à tous les Etats impliqués dans ce projet : l'Irlande, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre et l'Irlande du Nord. Pour avoir une vision concernant la planification des espaces maritimes au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'enquête a été également adressée à l'Ecosse et au Pays de Galles.

Destinée aux acteurs impliqués dans les aspects d'organisation et de partage de la donnée géospatiale pour la mise en œuvre de la Directive PEM, dans les différents pays, cette enquête a été soumise aux autorités compétentes en charge de la PEM, aux administrations et aux opérateurs de l'Etat, ainsi qu'aux opérateurs des géoportails nationaux dédiés à la PEM.

Il a été demandé une réponse coordonnée par organisme pour l'ensemble des questions, stratégiques et techniques de l'enquête.

1.3 Diffusion de l'enquête

La diffusion de l'enquête a débuté le 5 mai 2020. La diffusion de l'enquête a été prolongée jusqu'en septembre 2020 pour tenir compte du temps nécessaire à la coordination au sein des organismes et aux délais engendrés par la pandémie de Covid-19.

Pour faciliter la participation à l'enquête, le questionnaire a été diffusé sous deux versions : en ligne via le système de gestion d'enquête *EU Survey*, et par mail au format Word. Une copie de l'enquête est incluse dans l'Annexe 1.

2 Résultats

2.1 Participation

2.1.1 Participants

L'enquête a été diffusée auprès de 5 Etats de la région Atlantique : l'Irlande, la France, l'Espagne, le Portugal et le Royaume-Uni en particulier auprès des autorités compétentes pour la mise en œuvre de la Directive PEM.

¹ Portail de données SIMAtlantic : <https://simatlantic.mspdata.eu/>

Les autres organismes interrogés dans ces Etats sont les autorités déléguées, les acteurs de la PEM qui soutiennent les autorités, compétents pour les questions de collecte et diffusion de la donnée, ainsi que les partenaires du projet SIMAtlantic.

Les organismes qui ont contribué à l'enquête sont listés dans le tableau ci-dessous :

COUNTRY	ACRONYM	ORGANISATION
England	MMO	Marine Management Organisation
	MTES	Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
	CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
France	OFB	Office Français de la Biodiversité
	DIRM SA	Direction inter-régionale de la mer Sud-Atlantique
	DIRM NAMO	Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest
Ireland	UCC	University College Cork
	MI	Marine Institute
	DHLGH	Department of Housing, Local Government and Heritage
Northern Ireland	DAERA	Department of Agriculture, Environment & Rural Affairs (Northern Ireland)
Portugal	UAV	University of Aveiro
	DGRM	Directorate General for Natural Resources, Safety and Maritime Services
Scotland	/	Marine Scotland (Scottish Government)
Spain	MITECO	Ministry for Ecological Transition
Wales	/	Welsh Government

Figure 1 : Liste des organismes contributeurs

2.1.2 Traitement des réponses

La diffusion de l'enquête était restreinte et le nombre de contributions obtenu était de 15 réponses. Par conséquent, les réponses à l'enquête permettent la construction d'une analyse qualitative basée sur un échantillon restreint.

Pour compléter l'analyse qualitative, des statistiques générales ont été cependant réalisées (pourcentages, effectifs). Ces chiffres doivent être considérés avec réserve au regard du faible nombre de contributeurs. En effet, celui-ci a une forte influence sur les résultats d'analyse, en particulier pour les questions à choix multiples avec priorisation, pour lesquelles l'absence de réponse à une option influence beaucoup les statistiques.

2.1.3 Répartition des réponses

Représentativité des pays

Le panel de répondants est réparti de la façon suivante :

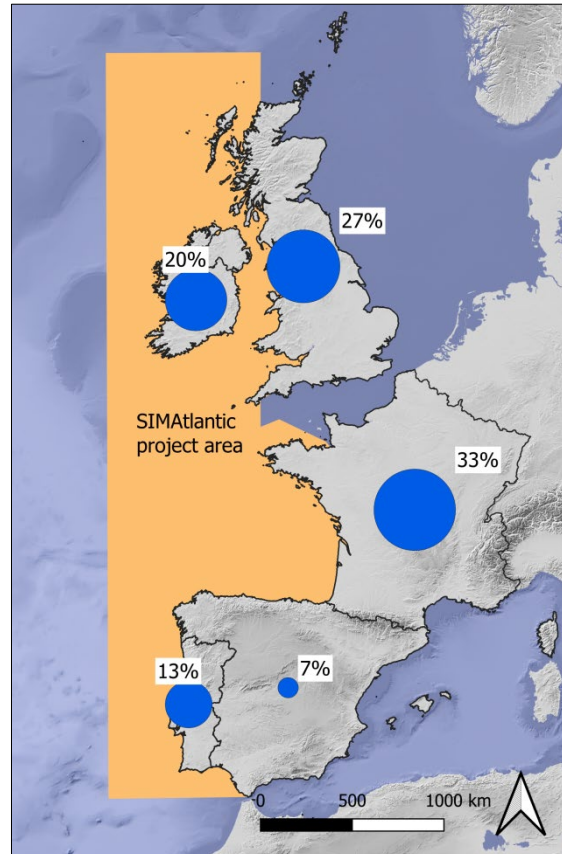


Figure 2 : Répartition des contributions par pays

Les choix des acteurs, auxquels l'enquête a été diffusée, réparti inégalement par pays le nombre de réponses (Figure 1). Celui-ci est surreprésenté pour certains pays. La France, notamment, représente à elle seule **33%** des résultats. A l'inverse certains Etats sont peu représentés, comme l'Espagne avec seulement **7%** des résultats. A noter que les contributions du Royaume-Uni, représentent **27%** des réponses mais regroupent 4 pays.

Compte tenu de cette répartition, il n'est pas possible d'avoir une comparaison des pays équilibrée au sein de la région Atlantique. En particulier, l'analyse des résultats est à nuancer en raison du poids important de la France dans les réponses. Toutefois, cette analyse permet de dégager des tendances et de faire apparaître les enjeux communs et les divergences majeures.

Représentativité des fonctions

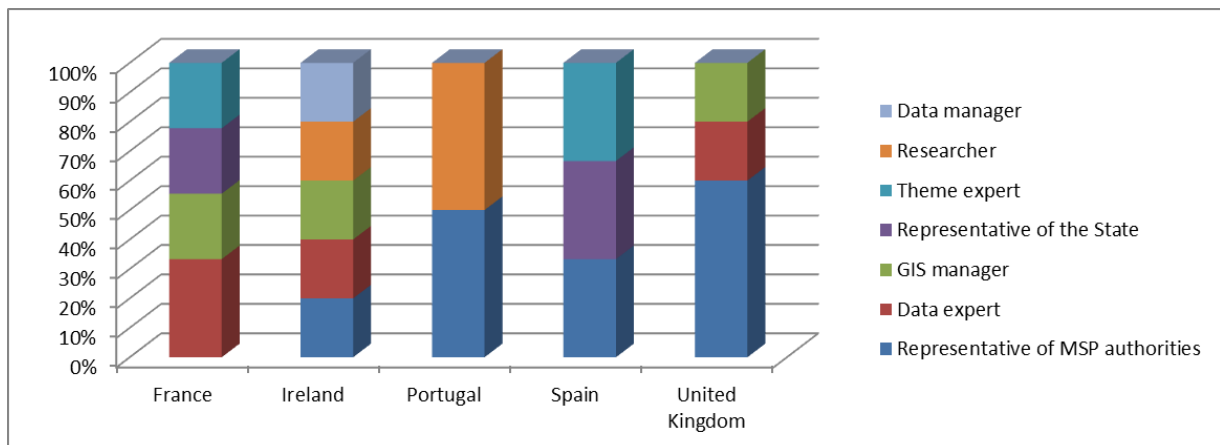


Figure 3 : Répartition des contributeurs par pays selon leur rôle dans le processus PEM

Les contributeurs sont essentiellement des représentants des autorités compétentes de la PEM et dans une moindre mesure des géomaticiens et experts de la donnée. Certains d'entre eux cumulent parfois plusieurs rôles tels que Géomaticien et Expert thématique.

2.2 Analyse détaillée

2.2.1 Spécificités liées a la coopération transfrontalière

Quels sont les enjeux de nature transfrontalière pour lesquels le partage des données vous paraît prioritaire en région Atlantique?

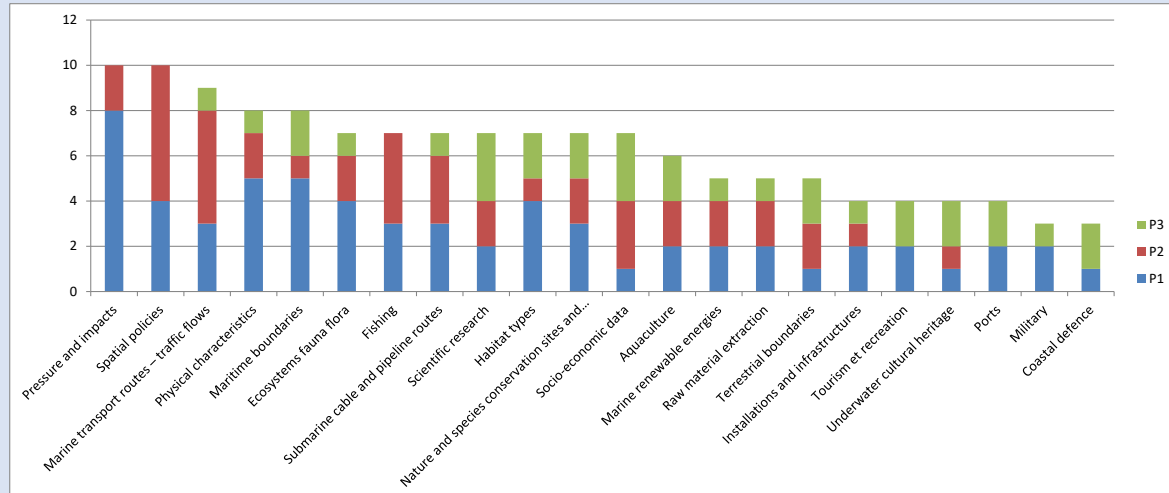


Figure 4 : Effectif des enjeux de nature transfrontalière par niveau de priorité

Les réponses des contributeurs montrent qu'il y a un consensus sur la nécessité de partager les données de pressions et impacts.

Deux autres thématiques sont mises en évidence en priorité 1 :

- les caractéristiques physiques ;
- les délimitations maritimes.

Les données de politiques spatiales, d'écosystèmes faune et flore et les types d'habitats sont également classées en priorité 1, mais dans une moindre mesure.

A contrario, à peine un tiers des contributeurs ont classé / évalué les données relatives aux :

- installations et infrastructures,
- tourisme et récréation,
- patrimoine culturel sous-marin,
- ports,
- militaire,
- défense côtière.

Ceci révèle un moindre intérêt pour le partage de données sur ces thèmes pour la coopération transfrontalière.

Commentaires des participants

- Pour répondre plus précisément à cette question, il faut réfléchir aux objectifs du partage transfrontalier des données, il faut savoir à quoi les données vont servir. Il ne suffit pas de cartographier les points de sortie, il faut comprendre les causes et les effets des différents problèmes, car cela permet d'apporter une réponse politique plus spécifique et plus cohérente par-delà les frontières.
- Certains contributeurs mentionnent que les enjeux les plus importants disposent d'un cadre juridique commun à l'UE, comme les Directives "Oiseaux et Habitats", la Directive cadre sur le milieu marin (DCSMM), la politique commune de la pêche (PCP), etc. Les autres ont plus ou moins la même priorité.

Limites

De manière générale, il a été difficile pour les contributeurs de répondre à cette question, largement commentée, car la PEM fait appel à une multiplicité de données tant sur les caractéristiques environnementales que sur les activités et usages anthropiques. De ce fait, les réponses fournies sont très variées.

La classification elle-même peut expliquer ces difficultés car les répondants la considèrent différemment. Par exemple, la classe « données socio-économiques » peut regrouper l'aquaculture, la pêche, les EMR...

De plus, il s'avère difficile de généraliser. Les spécificités dépendent des politiques PEM et des paramètres / enjeux transfrontaliers. Malgré les enjeux majeurs pour la PEM, la priorisation des données associées à partager au-delà des frontières est délicate, et leur accès est soumis à plusieurs contraintes. En effet, certaines données sont propres à chaque Etat, Tandis que d'autres sont difficiles d'accès ou ne sont pas partageables, comme certaines limites frontalières ou militaires. De plus, des données empiriques ne sont pas produites ou sont de priorité moindre pour le partage transfrontalier car beaucoup plus localisées.

Par ailleurs, certaines thématiques font référence à des interprétations et non à des données brutes. L'effort de partage devrait être plutôt mis plutôt sur les données brutes. Les données environnementales, valables à l'échelle des écosystèmes les rendent prioritaires à partager.

Compte tenu de la création de groupes de travail techniques européens dirigés par la CE/DG Mare, pour coopérer sur le partage de la donnée pour la PEM, quel effort serait prioritaire ?

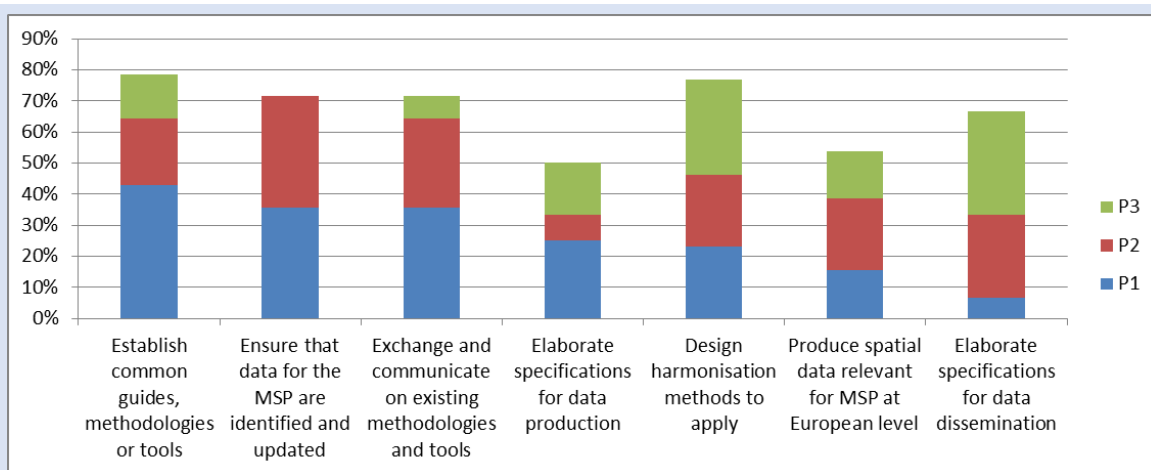


Figure 5 : Priorisation des efforts pour coopérer sur le partage de la donnée pour la PEM

Les efforts à fournir dans le cadre des groupes de travail européen pour coopérer sur le partage de la donnée sont en priorité :

- Construire des guides, des méthodologies ou des outils communs
- Assurer que les données pour la PEM soient identifiées et mises à jour
- Echanger et communiquer sur des méthodologies et outils existants

Dans une moindre mesure il est relevé la pertinence « d'élaborer des méthodes d'harmonisation à appliquer ».

Par contre, il semble qu'il est moins prioritaire de mettre l'effort sur « la production des données spatiales pertinentes pour la PEM à l'échelle européenne » et « d'élaborer des spécifications pour la diffusion de données ».

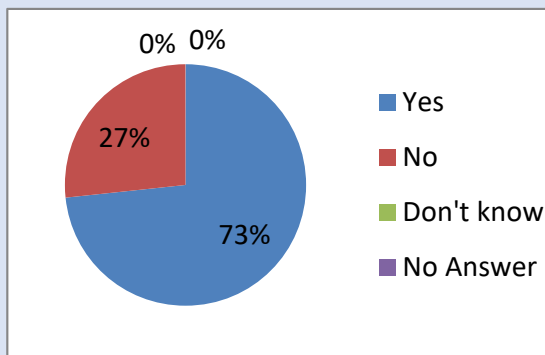
Commentaires des participants

- Alors que les pays de la zone Atlantique disposent de la Directive PEM comme cadre unificateur général, tous les pays ont interprété et appliqué la PEM de manière légèrement différente. Le développement durable est le thème commun, mais les inégalités en matière de conditions environnementales, de richesse, de société et de bien-être dictent la formulation spécifique des politiques, et les données sont spécifiques à la prise en compte de ces politiques PEM. Il est donc inévitable qu'il n'y ait pas de "taille unique pour tous". Il est donc préférable de se concentrer sur la compréhension de la raison d'être et du contenu des méthodes et des outils existants, de faire le meilleur usage possible de ce dont nous disposons et de réfléchir à la meilleure façon de partager ces données. Des normes et méthodes communes pourraient fonctionner pour certaines données, mais il est peu probable qu'elles fonctionnent pour toutes.
- L'effort doit porter sur des outils de transformation / de conversion entre standards et formats. En effet, des standards et formats de données existent déjà, mais la transformation / conversion entre ces standards n'est pas simple. Les efforts

pourraient porter sur la rationalisation de ces processus ou la production d'outils pour faciliter les opérations. La production de données au niveau de l'UE serait utile, mais elle dépendrait de la possibilité d'accéder à des données provenant de sources multiples et de les utiliser ; le premier travail consisterait donc à les convertir et à les harmoniser. L'interopérabilité est importante pour permettre la mise à disposition des données. Elle l'est d'autant plus pour les Etats transfrontaliers.

- Il est important que les données soient disponibles et interopérables - certains pays qui ont des voisins proches auront besoin de ces informations.
- La simplicité est la clé lorsqu'il s'agit de données, en particulier dans le domaine marin, il n'y a jamais assez de données ou d'argent pour rassembler toutes les données correctes. Ce qu'il faut, ce sont des indicateurs simples qui peuvent être utilisés pour élaborer des politiques judicieuses, qui peuvent être mises à jour lorsque de meilleures données deviennent disponibles.

En plus des projets européens transfrontaliers sur la PEM (CE/DG Mare), participez-vous à des démarches ou des actions conduisant à harmoniser la donnée avec celle des Etats voisins ?



73% des organismes sont impliqués dans des démarches ou actions sur l'harmonisation de la donnée avec leurs voisins.

Cela révèle leur réel besoin d'amélioration du partage et de l'usage de la donnée, et atteste de l'implication des organismes dans ces travaux.

Figure 6 : Part des organismes participants à des actions sur l'harmonisation de la donnée to actions on data harmonisation

Les objectifs de ces démarches de coopération sont de:

- explorer et développer des approches communes de la gestion environnementale,
- construire des bases de données communes,
- assurer la compatibilité et l'interopérabilité des données,
- travailler sur l'harmonisation des données...

Ces démarches et actions prennent des formes variées telles que le [programme H2020](#), le [programme INFOMAR](#) en Irlande, les [projets INTERREG](#) tel que [VA COMPASS Project](#), les projets [SeaDataNet](#), [SeaDataCloud](#), [EMODnet](#), [MarSP](#), [l'observatoire EMSO](#), la [Convention OSPAR](#) et les groupes de travail du [CIEM](#), le groupe de travail du [GIMeL](#) et les projets EMR et DSF/DSBM, la construction d'une base de données sur les [Aires Marines Protégées de l'arc Atlantique](#), etc...

2.2.2 Géoportail national dédié à la PEM

Avez-vous prévu de mettre en place un géoportail national pour afficher les plans?

COUNTRY	STATUS	GEOPORTAIL NAME	URL
England	Implemented	Explore Marine Plans	https://explore-marine-plans.marineservices.org.uk/
France	Implemented	Geolittoral	https://cerema.maps.arcgis.com/apps/MapSeries/index.html?appid=354ccc3737fe4df78ed82e184713ee0c
	Under development	SIMM	https://www.milieuamfrance.fr/
	Implemented	Portail national des Limites Maritimes	https://limitesmaritimes.gouv.fr/
Ireland	Under development	/	/
Northern Ireland	Implemented	Northern Ireland Marine Mapviewer	https://apps.dpera-ni.gov.uk/marinemapviewer/
Portugal	Implemented	PSOEM	https://www.dgrm.mm.gov.pt/web/guest/geoportail-marportugues
Scotland	Implemented	National Marine Plan	https://marinescotland.atkinsgeospatial.com/nmpi/?
Spain	Implemented	Infomar	http://infomar.cedex.es/
Wales	Under development	Wales Marine Planning Portal	https://gov.wales/marine-planning

Figure 7 : Mise en place d'un géoportail national pour l'affichage des plans

NB : Pour la France, l'Irlande et le Portugal, seules les réponses des Autorités Compétentes sont restituées.

En effet, pour ces pays, des contradictions dans les réponses ont été obtenues du fait que les contributeurs ont pu ne pas être au fait de la gouvernance du partage de la donnée en cours de mise en place dans leur pays, ou avoir une vision différente de ce qu'un portail dédié à la PEM peut englober. Plusieurs outils peuvent par exemple être mis en place pour répondre à des niveaux différents des besoins, comme en France par exemple.

La tendance est de se doter d'un portail comportant un volet cartographique.

- **6/8** Etats ont déjà un géoportail
- **2/8** ont un géoportail en construction

La pratique courante dans la mise en place d'infrastructure de données spatiales pour la PEM est de combiner le stockage de donnée et l'usage des services web.

Avez-vous prévu de mettre en place un géoportail national pour afficher les « données preuves », c'est-à-dire les données brutes utilisées pour établir les plans MSP?

COUNTRY	STATUS	GEOPORTAL NAME	URL
England	Implemented	Explore Marine Plans	https://explore-marine-plans.marineservices.org.uk/
France	Implemented	Geolittoral	https://cerema.maps.arcgis.com/apps/MapSeries/index.html?appid=354ccc3737fe4df78ed82e184713ee0c
Ireland	Under development	/	https://marineplan.gov.ie
Northern Ireland	Implemented	Northern Ireland Marine Mapviewer	https://apps.dra.gov.uk/marinemapviewer/
Portugal	Implemented	PSOEM	https://www.dgrm.mm.gov.pt/web/guest/geoportal-mar-portugues
Scotland	Implemented	National Marine Plan	https://marinescotland.atkinsgeospatial.com/nmpi/
Spain	Under development	Infomar	http://infomar.cedex.es/
Wales	Implemented	Wales Marine Planning Portal	http://lle.gov.wales/apps/marineportal/#lat=52.5145&lon=-3.9111&z=8

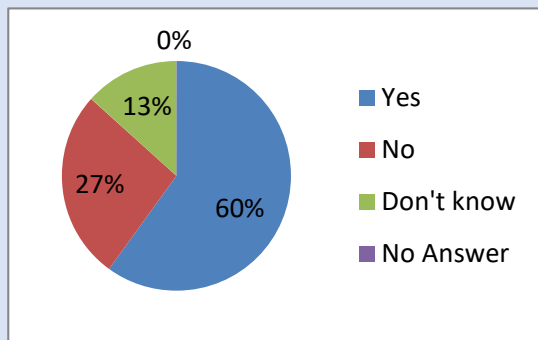
Figure 8 : Mise en place d'un géoportail national pour l'affichage des données brutes

NB : De même que pour la question précédente, pour certains pays, plusieurs réponses différentes ont été obtenues. Il s'agit de la France, de l'Irlande et du Portugal. Seules les réponses des Autorités Compétentes sont présentées dans le tableau.

La tendance est de mettre en place un géoportail pour afficher les données ayant servi à construire les plans de planification :

- **6/8** Etats ont mis en place un géoportail national dédié à la PEM pour afficher les données brutes.
- **2/8** Etats sont en train de le développer.

Envisagez-vous des services pour partager les plans et informations associées sous forme de jeux de données spatialisées (téléchargement, services web, ...)?



60% des répondants ont envisagé des services pour partager les plans et informations associées sous forme de jeux de données spatialisés (téléchargement, services web, centre d'information ...).

Figure 9 : Des services pour partager les plans sous forme de données spatialisées

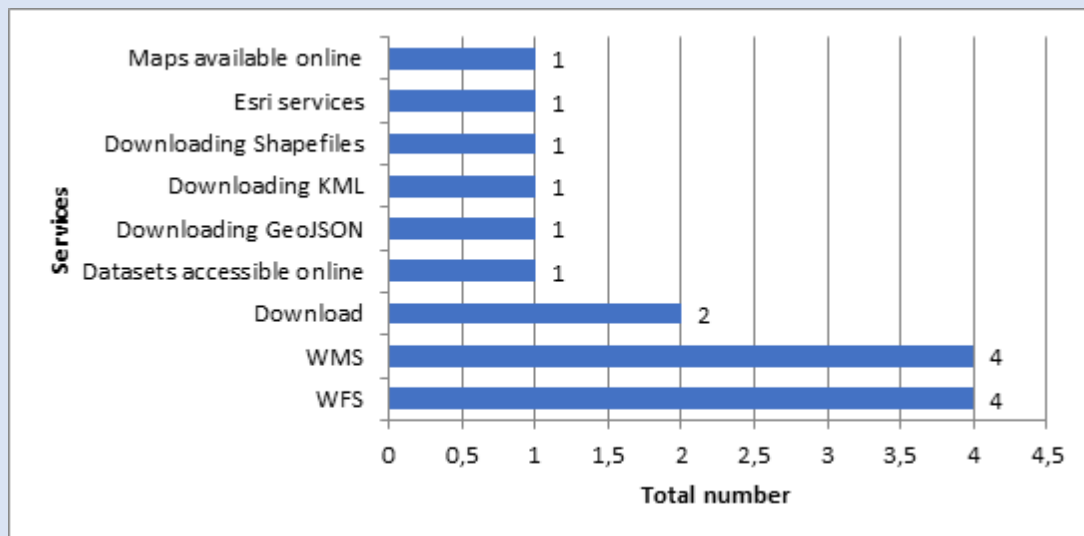


Figure 10 : Types des services utilisés

Les services les plus couramment cités sont l'accès en web service (WFS et WMS ...) et le téléchargement (GeoJSON, KML, Shapefile...).

Les responsables des architectures de données peuvent diffuser les données dont ils sont propriétaires et celles dont les licences sont ouvertes.

Commentaires des participants

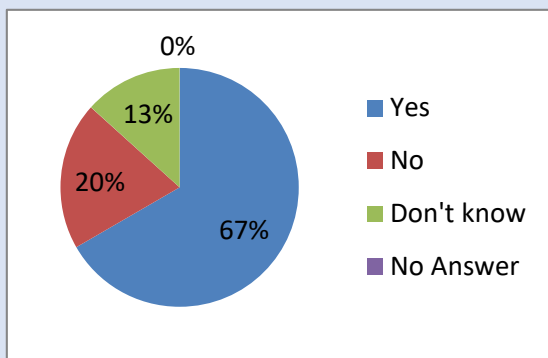
- D'autres services pour partager la donnée sont mentionnés par les contributeurs, à savoir la création de catalogue de données en ligne, la production à la demande, la création de cartotheque en ligne, la publication de monographique sur une zone spécifique.

- Les architectures de données ou géoportails nationaux sont administrés par les gouvernements ou des autorités déléguées. Ils ont une autorisation pour afficher les données mais pas pour les diffuser, de sorte que les utilisateurs peuvent interroger et imprimer les sorties mais pas télécharger les données sources (pour lesquelles ils auraient besoin de l'autorisation des propriétaires des données). En conséquence, les cartes peuvent être partagées mais pas les données sous-jacentes car le diffuseur de la donnée n'est pas toujours le producteur. Prenons l'exemple du Pays de Galles, le portail de planification maritime nationale affiche les données et détaille leur provenance. Cependant une grande partie appartient à des tiers et le gouvernement est autorisé à les afficher mais pas à la diffuser.

Limites

Cette question révèle certaines limites empiriques liées notamment à la propriété de la donnée.

Si un géoportail national pour la PEM existe déjà au niveau national, les producteurs de données pour la PEM sont-ils clairement identifiables pour les usagers du portail ? Si non, comment les identifier ?



67% des répondants considèrent que les producteurs de données sont clairement identifiables lorsqu'un géoportail national pour la PEM existe déjà.

Figure 11 : Identification des producteurs de données

Sur les géoportails nationaux de la zone Atlantique, l'information se trouve en général dans les métadonnées.

Elle peut se trouver aussi dans le guide utilisateur du portail, dans des annotations aux fiches métadonnées, dans des fiches d'information propres aux données, ou par un affichage du logo sur le visualisateur du géoportail.

Prévoyez-vous l'ouverture des données de la PEM (« Open Data ») ?

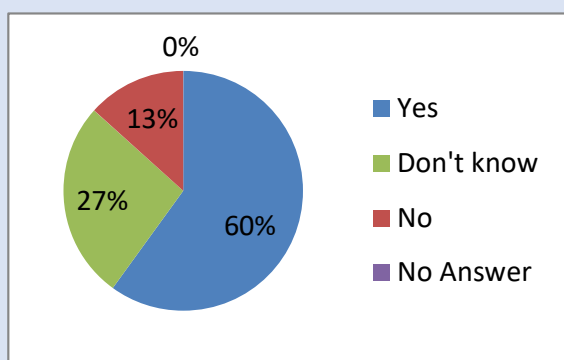


Figure 12 : L'ouverture de la donnée

En cohérence avec les réponses obtenues à la question 10 sur les services de diffusion, la tendance est à l'ouverture des données PEM lorsque c'est possible, c'est-à-dire lorsque les diffuseurs de données sont propriétaires de la donnée ou qu'ils disposent des autorisations permettant l'ouverture de la donnée.

Cette ouverture de données bien que souhaitée est parfois freinée voir bloquée par les licences et droits de diffusion des données.

Commentaires des participants

- Dans les Etats ayant répondu oui, certains ont déjà un Système d'Information dans lesquels les données sont mises à la disposition du public et dans d'autres ces développement sont en cours.
- Pour d'autres, dont l'objectif est actuellement la définition des plans maritimes, il est encore trop tôt pour répondre à cette question.

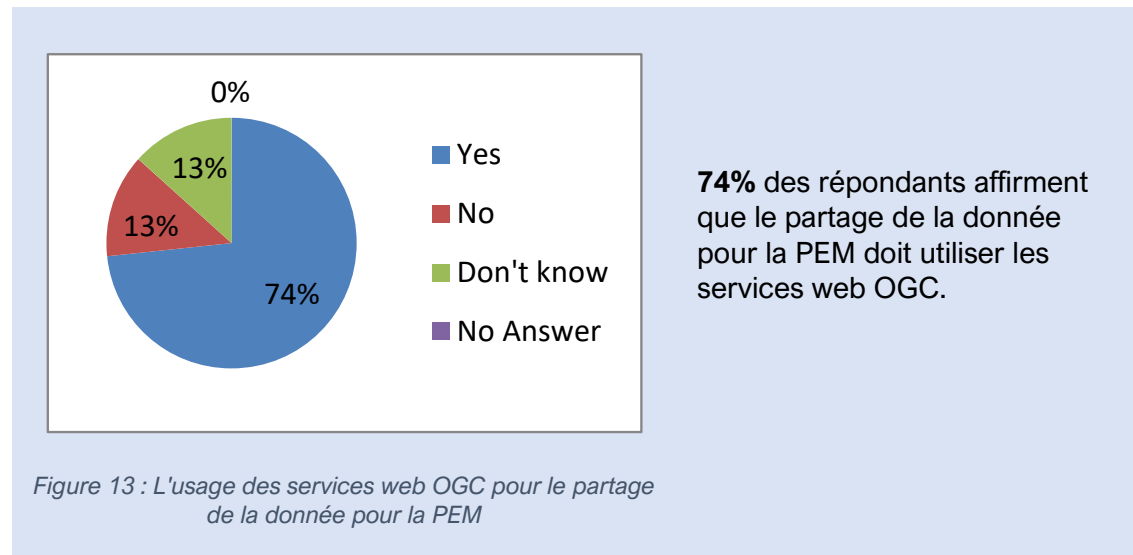
Limites

Cette question n'a pas été bien comprise par tous les contributeurs, entre autres parce qu'elle nécessite d'être sensibilisé à l'«ouverture de la donnée» qui est généralement déterminée par les accords de licence et la propriété. Par conséquent, l'analyse statistique est à considérer avec réserve.

Les services web sont des protocoles dédiés à l'échange de données entre des systèmes informatiques et des applications hétérogènes.

En ce qui concerne les données spatiales, dans l'Union Européenne, la directive INSPIRE définit l'Open Geospatial Consortium comme la norme pour le partage de la donnée géographique.

Le partage des données pour la PEM doit-il utiliser les services web OGC?



Commentaires des participants

- Les standards OGC requis par la directive INSPIRE assurent l'utilisation de données à jour en continu (les mises à jour étant sous la responsabilité des producteurs via leurs services OGC de diffusion des données). L'usage de ces standards est d'autant plus souhaité que les organisations engagées dans la PEM sont des organismes publics pour la plupart. Ces données devraient être ouvertes à tous.
- Fournir le même type de service comme par exemple les services OGC est indispensable pour avoir une approche écosystémique globale et ne pas arrêter la collecte de données à des frontières arbitraires. S'accorder sur un même format permettrait de dresser un tableau fidèle de l'état des lieux de mers (environnementales et activités et usages).
- Les principes d'INSPIRE sont solides, mais les données de base (par exemple la classification des habitats) peuvent varier d'un pays à l'autre en fonction des besoins et des objectifs. De même, les plates-formes d'exploitation peuvent également varier (et la technologie évolue rapidement), il est donc important que ces protocoles soient flexibles et modifiables.
- L'usage d'un même type de service peut constituer un obstacle à l'innovation et pourrait réduire la quantité de services web développés.
- L'usage des services ESRI est aussi recommandé.

Diriez-vous que la directive INSPIRE répond à tous les prérequis pour le partage de la donnée spatiale de la PEM?

53% des contributeurs, considèrent que la Directive INSPIRE répond à tous les prérequis pour le partage de la donnée spatiale de la PEM notamment pour les exigences de visualisation.

27% des répondants ne sont pas assez familiers avec la Directive INSPIRE pour répondre à cette question

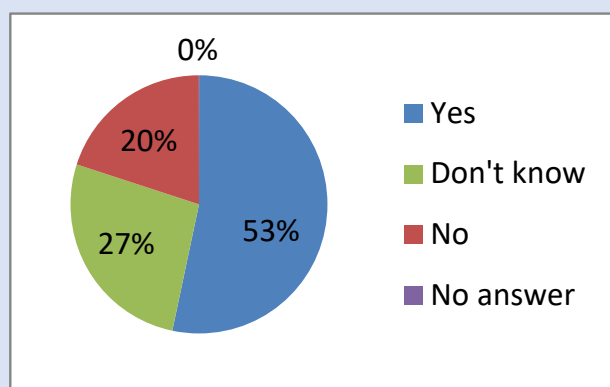


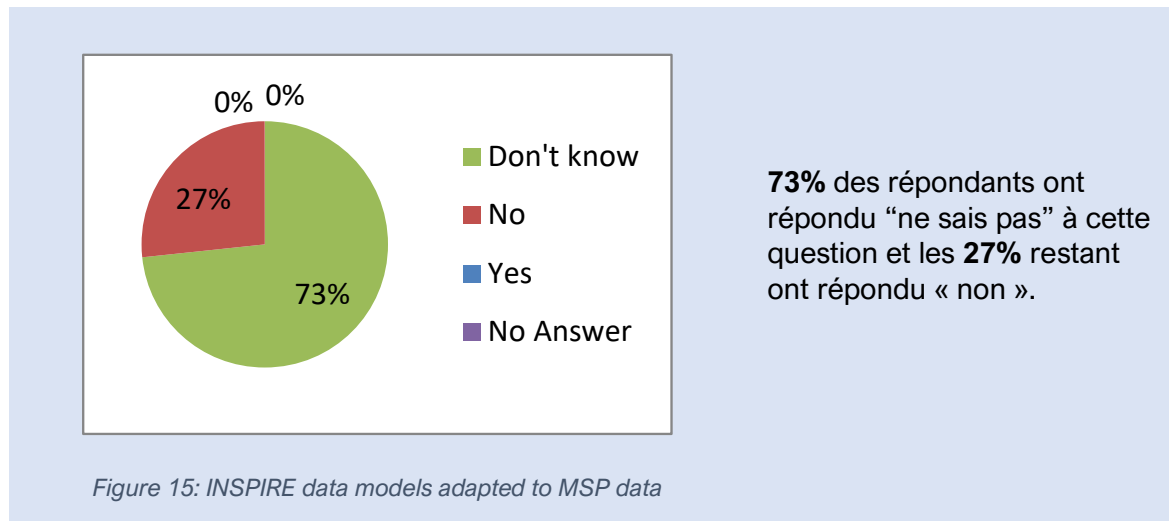
Figure 14 : La Directive INSPIRE en réponse au partage des données pour la PEM

Commentaires des participants

- Son utilisation dans certains pays est déjà bien maîtrisée comme en Irlande et à ce jour elle ne présente aucune lacune spécifique qui la rendrait impropre à une application en relation avec les données PEM.
- Plusieurs contributeurs affirment qu'elle répond aux exigences mais ils précisent tout de même que sa mise en œuvre est très difficile. Par exemple au-delà des exigences de visualisation, les spécifications supplémentaires sont très complexes et difficiles à mettre en œuvre.
- La complexité de cette directive conduit certains producteurs à ne pas l'appliquer sur l'ensemble de leurs données mais à identifier un sous ensemble plus petit pour répondre à la Directive INSPIRE, ce qui limite la quantité de données partagées.
- Certains contributeurs suggèrent que la Directive INSPIRE pourrait nécessiter plus qu'une adaptation pour certains jeux de données, c'est le cas par exemple des données sociales et économiques.
- Par ailleurs, les mots clés spécifiques à la planification de l'espace marin ne sont pas bien définis. Un dictionnaire propre à la PEM devrait être défini par exemple au sein du groupe d'experts de la DG-MARE sur la planification de l'espace marin.

Pensez-vous que les modèles de données proposés par la directive INSPIRE sont adaptés aux données de la PEM ?

Par exemple, le modèle de donnée INSPIRE² pour la catégorie "Usages et sols" est-il adapté pour la PEM ou doit-il être adapté et / ou étendu ?



Commentaires des participants

- Certains contributeurs ont répondu « non » car ils considèrent que les modèles de données INSPIRE sont trop complexes pour tous les thèmes et que la transposition nationale n'est pas forcément adaptées aux thèmes et aux couches maritimes.
- Des travaux ont déjà été menés pour étendre les modèles de données aux données mer et littoral. Cependant, l'environnement marin est très différent de l'utilisation des terres. Ainsi un thème spécifique aux usages maritimes pourrait être bénéfique pour garantir que les modèles de données sont appropriés pour les données des activités et usages de la PEM.

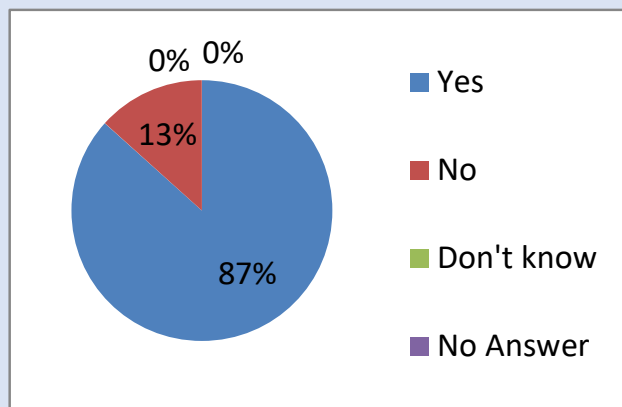
Limites

L'ensemble des contributeurs n'était pas en mesure de répondre à cette question très spécifique parce qu'ils ne sont pas experts de modèle de données, en particulier du « Land Use theme data model ».

² (Abramic A. and al. 2019. Data specification for Maritime Spatial Planning INSPIRE data model. Deliverable - D.5.1., under WP5 of MarSP: Macaronesian Maritime Spatial Planning project (GA n°EASME/EMFF/2016/1.2.1.6/03SI2.763106).

Le partage de la donnée améliore la coopération transfrontalière. Ce partage est favorisé lorsque les données sont produites en plusieurs langues notamment en anglais.

Pensez-vous qu'une traduction de vos données et métadonnées existantes en anglais (a minima) serait pertinente pour le partage d'informations, si ce n'est pas déjà le cas?



87% des répondants pensent que traduction en anglais (a minima) de leurs données et métadonnées existantes serait pertinente pour le partage d'informations et **13%** pensent que non.

Figure 16 : Pertinence de la traduction en anglais des données et métadonnées

Commentaires des participants

- Les protocoles d'acquisition et de traitement étant le plus souvent différents entre pays, il est important qu'ils soient bien compris pour faciliter une approche transfrontalière. La traduction est indispensable pour bien comprendre l'information et faciliter le partage de données. Lorsqu'on parle de traduction des données il faut évidemment prendre en compte la traduction de la donnée, de ses attributs et de ses métadonnées. Une proposition serait d'établir un catalogue de métadonnées central dans une langue avec outils de traduction.
- Certains contributeurs soulignent la difficulté de traduire les métadonnées en anglais. Il serait plus envisageable selon eux de procéder à une traduction du résumé des données spatiales partagées.
- Conscient de ce besoin, les Etats fournissent déjà des efforts pour commencer à traduire l'information par exemple la France a produit des résumés en anglais des Documents Stratégiques de Façades et la donnée diffusée par les services web est en anglais.
- Les pays anglophones sont moins concernés par cette question car la production de leurs données se fait déjà en anglais. Cependant la traduction se pose tout de même. Le Gouvernement gallois propose un système bilingue gallois / anglais. Tandis qu'en Irlande une demande existe pour une traduction des données en irlandais notamment à des fins législatives.

2.2.3 Géoportail européen

En plus des plans nationaux, quelles informations de planification des Etats voisins devraient être affichables par ce géoportail ?

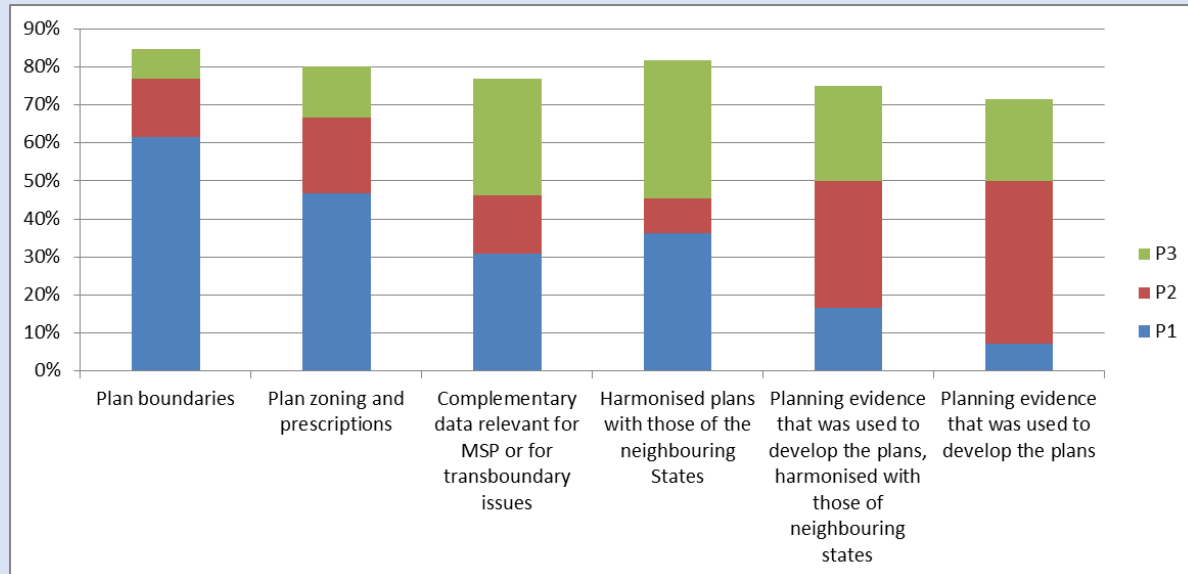


Figure 17 : Effectif des types d'information par niveau de priorité

Les informations qui devraient être affichées sur un géoportail européen pour la PEM sont en priorité les limites des plans puis les zonages et prescriptions des plans.

Les réponses sont mitigées en ce qui concerne les données complémentaires spécifiques aux enjeux transfrontaliers de la PEM et les plans harmonisés avec ceux des Etats voisins. Respectivement, **46%** et **45%** des répondants les ont classés en priorité 1 ou 2.

Il apparaît aussi que les données brutes (données preuves) qui ont servi à l'élaboration des plans, harmonisées ou non, ne sont pas prioritaires.

Commentaires des participants

- D'après les commentaires, certains contributeurs considèrent l'harmonisation des plans comme une obligation pour le dépôt des plans et donc ne le prennent pas en compte dans la réponse.
- Une remarque complémentaire met l'accent sur le besoin de partager les informations des plans sous forme de données géographiques plutôt que sous forme de documents PDF en général assez longs.
- Des répondants indiquent que la détermination des fonctionnalités pertinentes dépend du public ciblé par un tel géoportail (scientifiques, grand public, décideurs, administrations, développeurs).

Pour les Etats Membres ayant déjà un géoportail national pour la PEM, quels ont été les défis auxquels vous avez été confrontés pour son utilisation transfrontalière et quelles leçons faut-il en tirer pour définir le cahier des charges d'un géoportail européen?

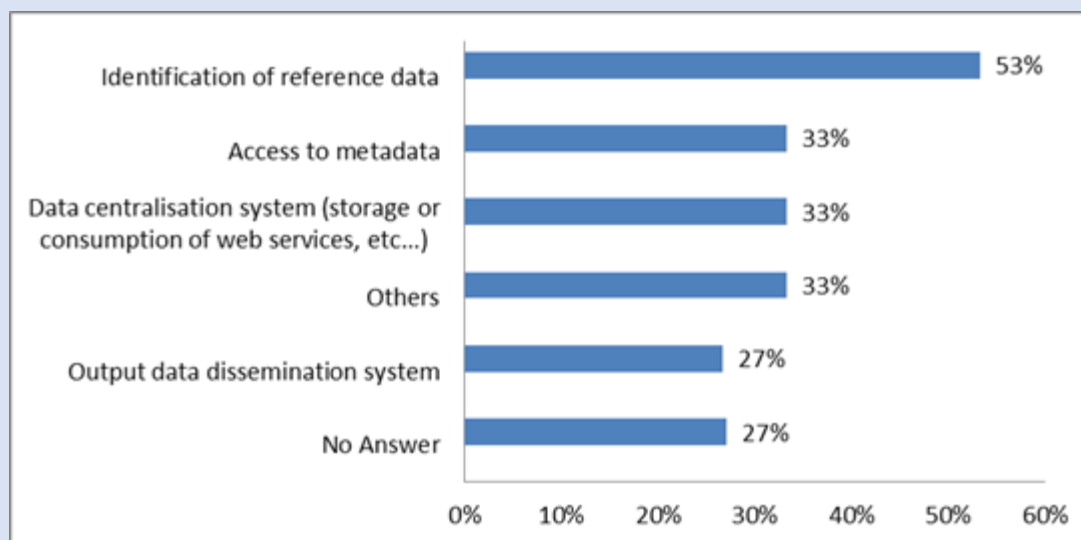


Figure 18 : Défis pour l'utilisation d'un géoportail national pour la PEM

Le défi majeur est l'identification de données de référence.

L'accès à la métadonnée et les systèmes de centralisation de données sont également identifiés comme des enjeux importants.

Commentaires des participants

- Les objectifs et les utilisateurs d'un tel outil doivent être clairement identifiés dès le départ. La construction doit se faire avec les utilisateurs eux-mêmes pour qu'il réponde à leurs besoins. Il faut développer un portail qui ne demande aucune formation, ce qui nécessite un travail de planification, réflexion et itérations. Les guides ne doivent pas porter sur l'utilisation du portail en soit, car personne n'a le temps de les lire.
- La couverture spatiale et la résolution sont également des défis. Lors de l'analyse de donnée spatiale, il n'est pas rare d'être confronté au dilemme suivant : une donnée partielle à haute résolution pour des zones locales ou une donnée à couverture nationale à faible résolution.
- La disponibilité des données est un problème constant.
- Les contributeurs soulignent comme challenge la capacité du système d'information géographique (SIG) à gérer et administrer un volume important de données. Un service qui contient un nombre de jeux de données important pourrait être si volumineux qu'il surchargerait la plupart des outils / logiciels compatibles. Lors de la conception d'un tel outil, il faut prévoir des solutions techniques capables de faire face à la gestion et la diffusion de jeux de données conséquents. Ce SIG doit aussi permettre et faciliter l'administration et la mise à jour des données.

- A noter également une remarque concernant l'agrégation d'information à l'échelle nationale voir internationale. L'utilisation de données nationales agrégées ne permet pas de revenir aux données locales d'origine.

Quelles fonctionnalités ou services devraient être fournis par un géoportail européen dédié à la PEM?

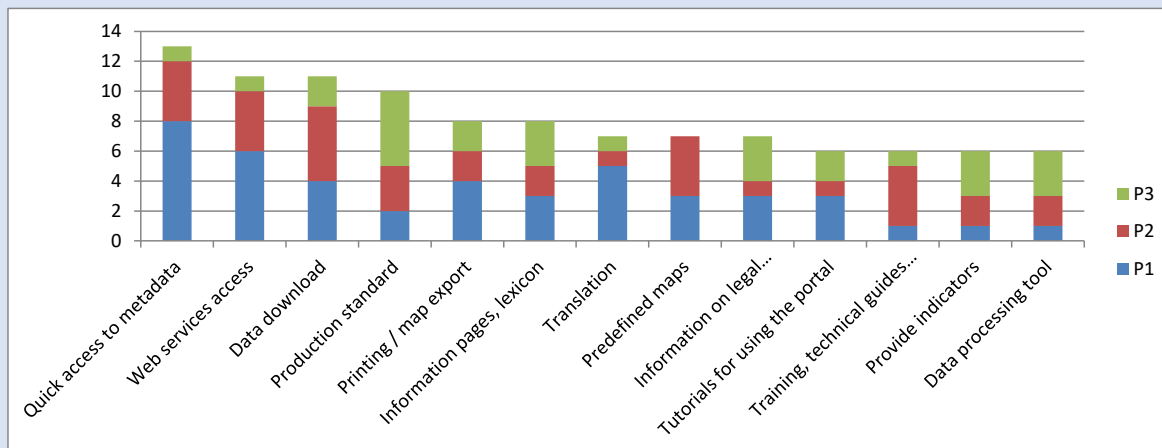


Figure 19 : Fonctionnalités prioritaires d'un géoportail européen dédié à la PEM

Le graphique ci-dessus montre qu'il existe un besoin commun en fonctionnalités dont doit disposer un géoportail européen pour la PEM qui sont l'accès facilité aux métadonnées, l'accès aux services web et la traduction.

Le téléchargement des données et la production de standards n'apparaissent pas toujours en tête des priorités mais cependant sont régulièrement désignés.

Les contributeurs ont tous listés l'accès à la métadonnée. Alors que seulement 10 d'entre eux ont listés les tutoriels pour utiliser le portail, les formations, guides techniques (diffusion, import de donnée...), et la fourniture d'indicateurs.

Les services ou fonctionnalités qui ont été peu souvent désignés prioritaires par les contributeurs ne correspondent pas à des besoins partagés par tous mais peuvent correspondre à des besoins plus spécifiques.

Commentaires des participants

- En complément de cette liste, une proposition a été émise : fournir des politiques de planification et un outil permettant de sélectionner une zone pour indiquer aux promoteurs/décideurs quelles politiques de planification marine s'appliquent dans certaines zones, connaissance particulièrement importante dans les zones transfrontalières.

Quels mécanismes recommanderiez-vous pour collaborer en zone transfrontalière?

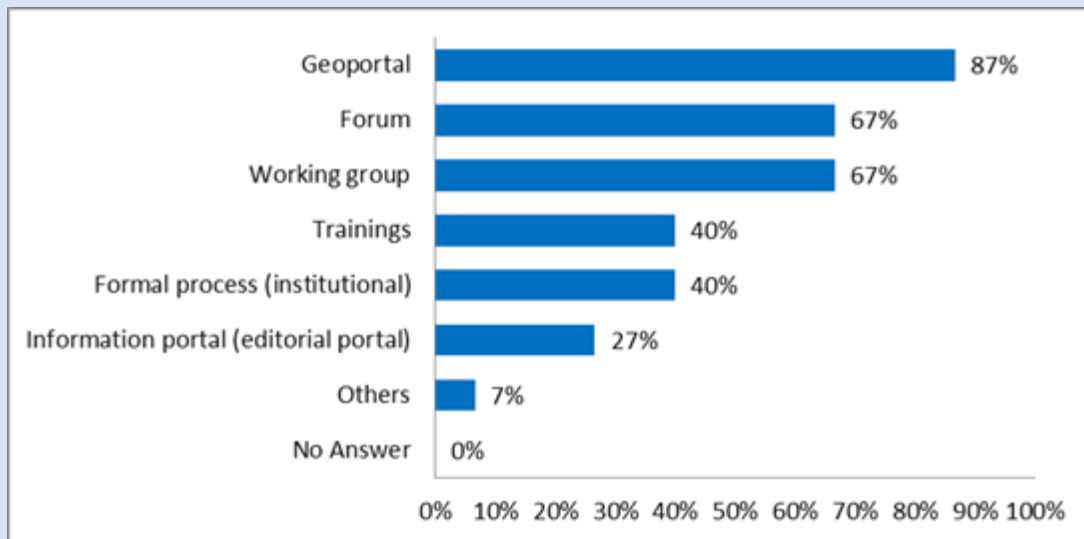


Figure 20 : Mécanismes pour collaborer en zone transfrontalière

Avec **87%** des contributions, le géoportail représente un outil majeur pour collaborer en zone transfrontalière. Il est suivi des forums et des groupes de travail.

A contrario, les portails d'informations éditoriales, les processus formels et les formations sont moins plébiscités comme mécanismes pertinents pour la collaboration transfrontalière.

Commentaires des participants

- Les contributeurs ont complété cette liste en précisant que les projets techniques tels que les projets comme SIMAtlantic ou Interreg sont aussi de bons outils.

2.2.4 Les plans

Sous quels formats seront disponibles les cartes/plans nationaux spatialisés?

Country	PDF	WORD	ODT	PNG	JPEG	GEOTIFF	SHP	KML	Web services	Web pages	Others
England	X								X		X (hard copies are available on request)
France	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Ireland	X								X	X	
Northern Ireland	X								X		
Portugal	X								X	X	
Scotland	X					X	X		X	X	X (online Geospatial portal)
Spain	X						X			X	
Wales	X				X				X	X	

Figure 21 : Formats des cartes / plans nationaux spatialisés

Il apparaît que tous les plans PEM nationaux sont ou seront disponibles en format PDF.

Une grande majorité des Etats couverts par cette enquête envisagent également la diffusion des plans en services web et en pages web.

La production des plans en formats géographiques GEOTIFF ou SHP ne concerne a priori que la France, l'Espagne et l'Ecosse. Le format GEOTIFF est d'avantage utilisé pour les plans et cartes tandis que le SHP est utilisé pour la donnée brute.

L'ouverture de la donnée en service web semble bien intégrée et souhaitée par les Etats. En revanche, mettre à disposition la donnée brute est moins systématique.

Commentaires des participants

- Il est relevé que les plans ne se limitent pas aux données spatialisées issues de la planification : Il n'y a pas de lien évident entre les données spatialisées et le résultat de la planification. De plus, la planification de l'espace maritime se fait de façon complémentaire entre carte des plans et les planifications plus locales.

Dans quelle(s) langue(s) les plans seront-ils accessibles?

	English	Country's language	Neighbouring countries' languages	Regional languages	Other	No answer
England	X					
France	X	X				
Ireland	X	X				
Northern Ireland	X					
Portugal	X	X				
Scotland	X					
Spain		X				
Wales	X	X				

Figure 22 : Langue(s) de diffusion des plans

Les Etats vont produire les plans dans la langue du pays et la plupart d'entre eux vont également les publier en anglais le cas échéant.

Aucun d'entre eux n'envisage une production dans la langue des Etats voisins ni dans les langues régionales.

De l'information sur les plans nationaux est-elle déjà accessible?

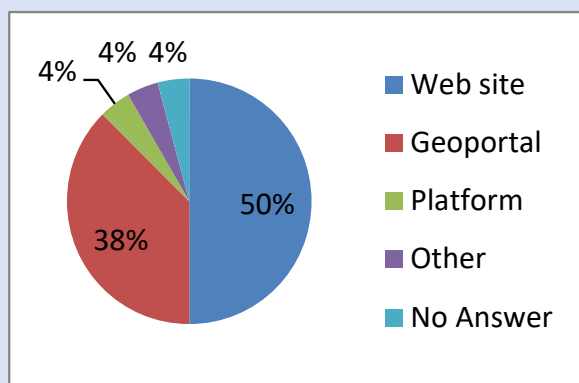


Figure 23 : Informations disponibles sur les plans nationaux

De l'information sur les plans nationaux est déjà disponible pour un certain nombre d'Etats, essentiellement sur sites web et également sur géoportails.

50% ont mis à disposition de l'information sur un site web et **38%** sur un géoportail.

L'organisation de l'information dans chaque Etat est très différente.

Certains ont mis en place des architectures composées à la fois d'un site web et d'un géoportail. D'autres ont développé un géoportail et l'information est diffusée sur le site national de l'autorité compétence.

Parfois l'information est diffusée sur plusieurs sites web selon le découpage des administrations déconcentrées en charge de la mise en application des plans nationaux. Des Etats ont développé uniquement le géoportail ou à l'inverse uniquement le site web.

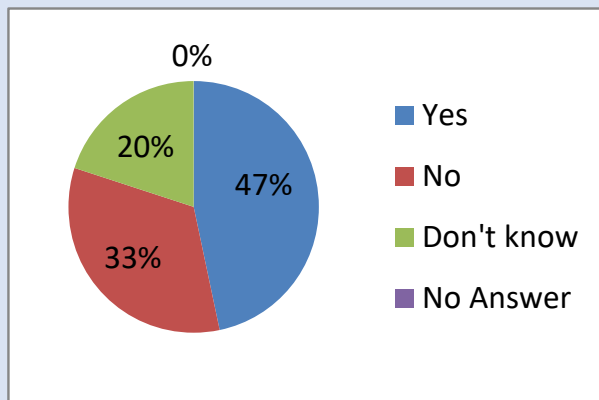
Le tableau suivant synthétise les différentes informations pour chaque Etat :

COUNTRY	WEB SITE	GEOPORTAL	PLATFORM	OTHER
England	https://www.gov.uk/government/collections/marine-planning-in-england	https://explore-marine-plans.marineservices.org.uk/	/	
France	<p>Les parties finalisées des plans nationaux (documents stratégiques de façade) sont accessibles à l'url :</p> <p>http://www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/documents-strategiques-de-facade-metropole-r560.html</p> <p>Sites des 4 DIRMs</p> <p>-http://www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr/document-strategique-de-facade-maritime-dsf-r268.html</p> <p>-http://www.dirm.nord-atlantique-manche-ouest.developpement-durable.gouv.fr/document-strategique-de-facade-dsf-r188.html</p> <p>-http://www.dirm.sud-atlantique.developpement-durable.gouv.fr/le-document-strategique-de-la-facade-dsf-sud-r484.html</p> <p>-http://www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr/le-document-strategique-de-facade-mediterranee-r335.html</p>	<p>La mise en place d'un géoportail dédié à la PEM n'est actuellement pas définie.</p> <p>Plusieurs MSDI, portails et géoportails existent en France. La gouvernance de la donnée de l'espace marin est en cours de définition, notamment par la mise en place du Système d'Information pour le Milieu Marin (SIMM) qui inclut un MSDI, basé sur Sextant. Le SIMM va définir un Système d'Information de la Directive Cadre Planification de l'Espace Maritime (SIDCPEM).</p> <p>Il existe également un géoportail qui a été utilisé lors des phases de consultation sur la PEM, Geolittoral.</p> <p>Les zones « des cartes des vocation » de la planification sont consultables sur le portail géolittoral :</p> <p>https://cerema.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=3a1cc8e6d52c4c4cb85fc8fe404f5f06</p>	/	<p>Un certain nombre de données sources qui ont été analysées exploitées ou publiées pour établir les plans sont accessibles dans les MSDI :</p> <p>Portail national des limites maritimes (Shom) : https://limitesmaritimes.gouv.fr/</p> <p>Geolittoral (CEREMA): http://www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/</p> <p>Sextant (Ifremer): https://sextant.ifremer.fr/</p> <p>Web service de Geolittoral: http://geolittoral.din.developpement-durable.gouv.fr/wxs</p>
Northern Ireland	https://www.daera-ni.gov.uk/articles/marine-plan-northern-ireland	https://apps.daira-ni.gov.uk/marinemapviewer/	/	
Ireland	-marineplan.gov.ie	/	/	

	-https://www.housing.gov.ie/planning/marine-planning/public-consultation-draft-national-marine-planning-framework			
Portugal	https://www.psoem.pt/	https://www.psoem.pt/geoportal_psoem/	/	
Scotland	https://www.gov.scot/publications/scotlands-national-marine-plan/	http://maps.marine.gov.scot	http://marine.gov.scot	
Spain	Web page sur le web site du MITECO : https://www.miteco.gob.es/es/costas/temas/protccion-medio-marino/ordenacion-del-espacio-maritimo/default.aspx	http://infomar.cedex.es/	/	
Wales	http://lle.gov.wales/apps/marineportal/?lang=cy#lat=52.5129&lon=-3.9111&z=8&layers=231,390	http://lle.gov.wales/apps/marineportal/?lang=en#lat=52.5129&lon=-3.9111&z=8&layers=231,390	/	

Figure 24 : Disponibilité des plans nationaux

Au sens de la directive INSPIRE, pensez-vous que les « données preuves », doivent être clairement identifiées comme données nationales?



Les avis sont partagés.

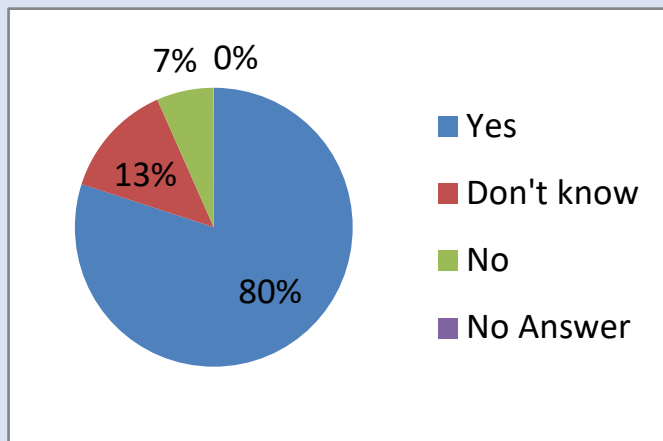
La moitié des répondants (47%) considère qu'il est préférable que les données preuves soient clairement identifiées comme données nationales.

Figure 25 : Les données preuves identifiées comme données nationales

Commentaires des participants

- Au regard de la diversité des thématiques et des données que couvre la PEM, les données qui ont servies pour l'élaboration des plans ne peuvent pas être traitées comme un tout et qualifiées de nationales (y compris celles qui sont confidentielles dont l'autorité nationale a connaissance et tient compte mais sans les divulguer). La réponse est donc oui mais pas pour tout.
- Certaines des données peuvent n'être pertinentes que pour un secteur ou une région spécifique et ne doivent pas toutes être considérées comme des données nationales. De plus, ne peuvent être qualifiées de nationales que celles qui ont été validées et qualifiées.
- Les données nationales couvrent des thèmes bien plus larges n'appartenant pas à la donnée INSPIRE. Les données INSPIRE nationales doivent être clairement identifiées.
- Dans tous les cas, les données utilisées pour la planification doivent avoir des métadonnées claires et leur finalité doit être clairement définie.
- Une proposition émise est de constituer des jeux de données internationaux pour informer de la planification nationale.

Au sens de la directive INSPIRE, pensez-vous que les limites des plans, les zonages et prescriptions doivent être clairement identifiées comme données nationales?



80% des répondants indiquent que les limites des plans PEM, les zonages et prescriptions doivent être clairement identifiées comme données nationales.

Figure 26 : Les plans identifiés comme données nationales

Commentaires des participants

- Les plans sont issus de politiques nationales, par conséquent ils sont de fait considérés comme données nationales.
- Les données spatiales de la PEM reflètent les politiques des plans respectifs et doivent donc être considérées et interprétées dans le contexte de ces politiques. Il doit donc y avoir un lien/une association directe avec ces politiques.

Comment envisagez-vous la mise à jour des « données preuves » à l'échéance pour la révision des plans ?

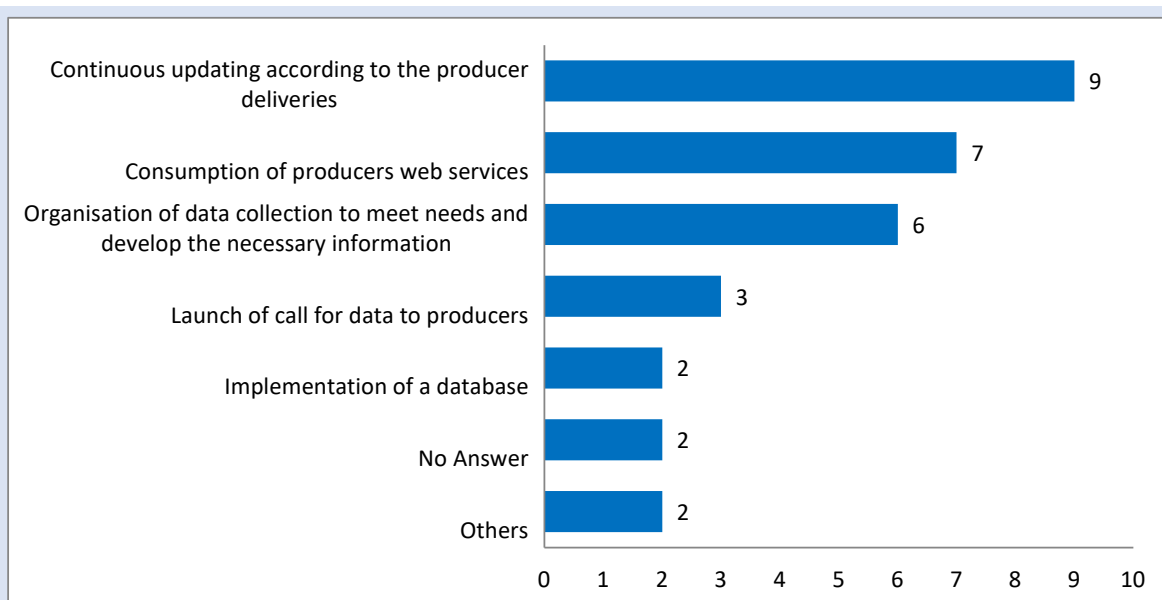


Figure 27 : Méthodes de mise à jour des "données preuves"

Les méthodes de mise à jour des données sont assez variées. Une dominante est « la mise à jour en continu selon les envois des producteurs ».

« La consommation des services web des producteurs » et « l'organisation de la collecte de données pour répondre aux besoins et développer l'information nécessaire » seront également très utilisées.

« Le lancement d'un appel à données vers les producteurs » et « la mise en place de base de données » ne sont pas des méthodes très envisagées par les répondants.

Les informations pour chaque Etat sont présentées dans le tableau suivant :

	Continuous updating according to the producer deliveries	Organisation of data collection to meet needs and develop the necessary information	Consumption of producers' web services	Launch of call for data to producers	Implementation of a database	Other
England	X	X				
France	X	X	X	X	X	X
Ireland	X	X	X	X	X	
Northern Ireland						
Ireland	X		X			
Portugal	X		X			
Scotland		X	X			
Spain	X		X			
Wales	X	X				

Figure 28 : Méthodes de mise à jour des données preuves envisagées par Etat

Commentaires des participants

- Certains contributeurs affirment qu'il faudra une combinaison de tous ces moyens pour permettre la mise à jour des données.
- Pour la France, cette étape se fera dans le cadre des dispositifs de suivi des Documents stratégiques de façades (DSF) (partie 4) et par la mise en place du Système d'Information sur les Milieux Marins (SIMM), alimenté notamment par les programmes de suivi du DSF (environnement et activités).
- Au Portugal, la production de services web de l'OGC est essentielle pour partager les données et maintenir une actualisation permanente.
- En Ecosse, le cadre législatif exige une évaluation avant la mise à jour des plans. Ce processus implique de nombreuses organisations et des examens concernant la suppression ou la création de nouvelles données. Ces processus prendront en charge toute mise à jour du plan.
- En Irlande, la mise à jour du plan sera à la charge du Marine Institute en tant que fournisseur de soutien technique et scientifique à l'autorité compétente DHPLG (maintenant DHLGH). D'après le Marine Institute, une combinaison de toutes les propositions sera exigée.
- En Angleterre, beaucoup de données utilisées pour la planification maritime ne sont pas géospatiales, par exemple, la production de méthodologies ou de cadres pour la prise de décisions concernant le paysage marin ou les effets cumulatifs. Les données qui sous-tendent les plans marins anglais sont fréquemment mises à jour, et les plans marins ont un cycle de rapport/révision de 3 ans. Les données contenues dans Explore Marine Plans sont mises à jour en fonction des cycles de production des données ainsi que des commissions de preuves sur mesure.
- L'Irlande du Nord, quant à elle, a recours à la consommation de service web de type WMS lorsqu'ils sont disponibles et à défaut, à la conservation d'une copie des données en local.

Annexe 1 : Enquête – Utilisation et partage de la donnée relative à la Planification de l’Espace Maritime en Atlantique



Co-funded by the
European Union



WP3 – THEME 3: UTILISATION ET PARTAGE DE LA DONNEE

ENQUETE

Disponible également en ligne

https://ec.europa.eu/eusurvey/runner/SIMAtlantic_MSPDataSurvey

Utilisation et partage de la donnée relative à la Planification de l’Espace Maritime en Atlantique

QUESTION	REPOSE
I. PROFIL	
1. Vos coordonnées	Nom *: Prénom *: Mail *: Téléphone :
2. Quel pays représentez-vous ? *	Cocher la case correspondante : <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Irlande <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Royaume Uni <input type="checkbox"/> Autres :
3. A quel organisme appartenez-vous ? *

4.	Quel est votre rôle dans la mise en œuvre de la directive PEM? *	Cocher les cases correspondantes : <input type="checkbox"/> Représentant de l'Etat <input type="checkbox"/> Représentant local du gouvernement <input type="checkbox"/> Représentant des autorités de la PEM <input type="checkbox"/> Géomaticien / Professionnel de la donnée <input type="checkbox"/> Expert thématique <input type="checkbox"/> Gestionnaire de données <input type="checkbox"/> Chercheur <input type="checkbox"/> Partie prenante <input type="checkbox"/> Professionnel de la mer <input type="checkbox"/> Autres
----	--	--

II. SPECIFICITES LIEES A LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE

La mise en place de la directive PEM implique de renforcer la coopération entre Etats concernant les enjeux transfrontaliers, pour limiter les conflits et développer les synergies liés aux activités et usages de l'espace maritime.

5. Quels sont les enjeux de nature transfrontalière pour lesquels le partage des données vous paraît prioritaire en région Atlantique ?

Classer par ordre de priorité :
« 1 » étant l'information de plus haute importance ; classer avec un même niveau de priorité est possible

- Limites administratives maritimes
- Limites administratives terrestres
- Caractéristiques physiques
- Types d'habitat
- Ecosystèmes faune flore
- Pressions et impacts
- Politiques de planification
- Données socio-économiques
- Aquaculture
- Pêche
- Energies marines renouvelables
- Installations et infrastructures
- Routes de transport maritime et flux de trafic
- Ports
- Zones militaires
- Sites de conservation de la nature et des espèces et zones protégées
- Extraction de matières premières
- Recherche scientifique
- Conduites et câbles sous-marins

		<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Tourisme et activités récréatives <input type="checkbox"/> Patrimoine culturel sous-marin <input type="checkbox"/> Défense des côtes <input type="checkbox"/> Autres : <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
6.	Compte tenu de la création de groupes de travail techniques européens dirigés par la CE/DG Mare, pour coopérer sur le partage de la donnée pour la PEM, quel effort serait prioritaire ?	<p>Classer par ordre de priorité : « 1 » étant l'information de plus haute importance ; classer avec un même niveau de priorité est possible</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Produire des données spatiales pertinentes pour la PEM à l'échelle européenne <input type="checkbox"/> Assurer que les données pour la PEM soient identifiées et mises à jour <input type="checkbox"/> Elaborer des spécifications sur la production des données <input type="checkbox"/> Elaborer des méthodes d'harmonisation à appliquer <input type="checkbox"/> Elaborer des spécifications sur la diffusion des données <input type="checkbox"/> Construire des guides, des méthodologies ou des outils communs <input type="checkbox"/> Echanger et communiquer sur des méthodologies et des outils existants <input type="checkbox"/> Autres :

7.	En plus des projets européens transfrontaliers sur la PEM (CE/DG Mare), participez-vous à des démarches ou des actions conduisant à harmoniser la donnée avec celle des Etats voisins ?	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Oui<input type="checkbox"/> Non<input type="checkbox"/> Ne sais pas <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
----	---	---

III. GEOPORTAIL NATIONAL DEDIE A LA PEM

8.	Avez-vous prévu de mettre en place un géoportail national pour afficher les plans ?	<input type="checkbox"/> En place <input type="checkbox"/> En conception <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sais pas Expliquez :
9.	Avez-vous prévu de mettre en place un géoportail national pour afficher les « données preuves » , c'est-à-dire les données brutes utilisées pour établir les plans MSP?	<input type="checkbox"/> En place <input type="checkbox"/> En conception <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sais pas Expliquez :
10.	Envisagez-vous des services pour partager les plans et informations associées sous forme de jeux de données spatialisées (téléchargement, services web, ...)?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sais pas

		<p>Si oui, le(s)quel(s) :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
11.	<p>Si un géoportail national pour la PEM existe déjà au niveau national, les producteurs de données pour la PEM sont-ils clairement identifiables pour les usagers du portail ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
12.	<p>Si non, comment identifier les producteurs de ces données ?</p>	<p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
13.	<p>Prévoyez-vous l'ouverture des données de la PEM (« Open Data ») ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez :</p>

		<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
14.	<p>Les services web sont des protocoles dédiés à l'échange de données entre des systèmes informatiques et des applications hétérogènes. En ce qui concerne les données spatiales, dans l'Union Européenne, la directive INSPIRE définit l'Open Geospatial Consortium comme la norme pour le partage de la donnée géographique.</p> <p>Le partage des données pour la PEM doit-il utiliser les services web OGC?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
15.	<p>Diriez-vous que la directive INSPIRE répond à tous les prérequis pour le partage de la donnée spatiale de la PEM?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
16.	<p>Pensez-vous que les modèles de données proposés par la directive INSPIRE sont adaptés aux données de la PEM ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>

	<p>Par exemple, le modèle de donnée INSPIRE pour la catégorie “Usages et sols” est-il adapté pour la PEM ou doit-il être adapté et / ou étendu ?</p> <p>(Abramic A and all. 2019. Data specification for Maritime Spatial Planning INSPIRE data model. Deliverable -D.5.1., under the WP5 of MarSP: Macaronesian Maritime Spatial Planningproject (GA n°EASME/EMFF/2016/1.2.1.6/03SI2.763106).</p>	<p><input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
17.	<p>Le partage de la donnée améliore la coopération transfrontalière. Ce partage est favorisé lorsque les données sont produites en plusieurs langues notamment en anglais.</p> <p>Pensez-vous qu’une traduction de vos données et métadonnées existantes en anglais (a minima) serait pertinente pour le partage d’informations, si ce n’est pas déjà le cas?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

IV. GEOPORTAIL EUROPEEN

Les acteurs des projets européens transfrontaliers sur la PEM ont mis en évidence qu'un géoportail européen centralisant les données spatiales sur la PEM serait utile aux acteurs de la PEM. Notamment, les plans nationaux y seraient partagés. Un tel portail serait à destination des administrations en charge de la PEM et de leurs opérateurs, des scientifiques, du grand public...

<p>18.</p>	<p>En plus des plans nationaux, quelles informations de planification des Etats voisins devraient être affichables par ce géoportail ?</p>	<p>Classer par ordre de priorité : « 1 » étant l'information de plus haute importance ; classer avec un même niveau de priorité est possible</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les limites des plans <input type="checkbox"/> Les zonages et les prescriptions des plans <input type="checkbox"/> Les données complémentaires spécifiques aux enjeux transfrontaliers de la PEM <input type="checkbox"/> Les données originales qui ont servi à l'élaboration des plans <input type="checkbox"/> Les données qui ont servi à l'élaboration des plans, harmonisées avec celles des Etats voisins <input type="checkbox"/> Les plans harmonisés avec ceux des Etats voisins <input type="checkbox"/> Autres :..... <p>.....</p> <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>19.</p>	<p>Pour les Etats Membres ayant déjà un géoportail national pour la PEM, quels ont été les défis auxquels vous avez été confrontés pour son utilisation transfrontalière et quelles</p>	<p>Par exemple :</p>

	<p>leçons faut-il en tirer pour définir le cahier des charges d'un géoportail européen?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Identification des données de référence <input type="checkbox"/> Système de centralisation des données (stockage ou consommation de services web...) <input type="checkbox"/> Système de diffusion des données en sortie <input type="checkbox"/> Accès aux métadonnées <input type="checkbox"/> Autres : <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
20.	<p>Quelles fonctionnalités ou services devraient être fournis par un géoportail européen dédié à la PEM?</p>	<p>Classer par ordre de priorité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Traduction <input type="checkbox"/> Cartothèque <input type="checkbox"/> Tutoriels pour utiliser le portail <input type="checkbox"/> Formations, guides techniques (diffusion, import de donnée...) <input type="checkbox"/> Pages d'informations, lexique <input type="checkbox"/> Normes de production <input type="checkbox"/> Export de carte / Impression <input type="checkbox"/> Accès rapide aux métadonnées <input type="checkbox"/> Téléchargement de la donnée <input type="checkbox"/> Accéder aux services web <input type="checkbox"/> Fournir des indicateurs <input type="checkbox"/> Outil de traitement de données <input type="checkbox"/> Information sur les références juridiques <input type="checkbox"/> Autres : <p>.....</p>

21.	Quels mécanismes recommanderiez-vous pour collaborer en zone transfrontalière?	<p>Cocher les cases correspondantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Portail d'information éditorial <input type="checkbox"/> Géoportail <input type="checkbox"/> Groupe de travail <input type="checkbox"/> Processus formel (institutionnel) <input type="checkbox"/> Formation <input type="checkbox"/> Forum <input type="checkbox"/> Autres :.....
-----	--	---

V. LES PLANS

22.	Sous quels formats seront disponibles les cartes/plans nationaux spatialisés?	<p>Cocher les cases correspondantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> PDF <input type="checkbox"/> WORD <input type="checkbox"/> ODT <input type="checkbox"/> PNG <input type="checkbox"/> JPEG <input type="checkbox"/> GEOTIFF <input type="checkbox"/> SHP <input type="checkbox"/> KML <input type="checkbox"/> Services web <input type="checkbox"/> Page web 	
-----	---	--	--

		<input type="checkbox"/> Autres :.....	
23.	Dans quelle(s) langue(s) les plans seront-ils accessibles?	Cocher les cases correspondantes : <input type="checkbox"/> Langue du pays <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Langues des pays voisins <input type="checkbox"/> Langues régionales <input type="checkbox"/> Autre :.....	
24.	De l'information sur les plans nationaux est-elle déjà accessible?	Cocher les cases correspondantes : <input type="checkbox"/> URL du site web : <input type="checkbox"/> Url du Géoportail :..... ... <input type="checkbox"/> Url de la plateforme :..... <input type="checkbox"/> Autres :.....	
25.	Pouvez-vous fournir au Shom un point de contact national pour plus de renseignements sur les documents déjà disponibles, dans le cadre de test du partage des plans		

	<p>nationaux sur le portail de données https://simatlantic.mspdata.eu?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organisme : • Nom: • Fonction : • Mail : 	
26.	<p>Au sens de la directive INSPIRE, pensez-vous que les « données preuves », doivent être clairement identifiées comme données nationales?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez : </p>	
27.	<p>Au sens de la directive INSPIRE, pensez-vous que les limites des plans, les zonages et prescriptions doivent être clairement identifiées comme données nationales?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> <p>Expliquez : </p>	

		<p>.....</p> <p>.....</p>	
28.	<p>Comment envisagez-vous la mise à jour des « données preuves » à l'échéance pour la révision des plans ?</p>	<p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Mise en place d'une base de données <input type="checkbox"/> Consommation des services web des producteurs <input type="checkbox"/> Lancement d'un appel à données vers les producteurs <input type="checkbox"/> Organisation de la collecte de données pour répondre aux besoins et développer l'information nécessaire <input type="checkbox"/> Mise à jour en continu selon les envois des producteurs <input type="checkbox"/> Autres :..... <p>Expliquez :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
29.	<p>Avez-vous d'autres commentaires, questions ou préoccupations sur les thématiques abordées dans ce questionnaire?</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	